

LA QUESTION CHIITE RUPTURE DANS L'ISLAM ?

ANTOINE BASBOUS

Nous mesurons chaque jour l'ampleur des bouleversements induits par les retombées des attaques du 11 septembre 2001. Ainsi de la chute de Saddam Hussein qui pourrait poser, à terme, la question sensible du remodelage des frontières du Moyen-Orient. Car à chaque fois qu'une dictature tombe, on se rend compte combien elle usait de la terreur pour assurer l'unité et la « paix » intérieures.

La chute du régime du Baas à Bagdad ne manquera pas de provoquer des réactions en chaîne qui pourraient remettre en cause les frontières du Moyen-Orient. Circonstance aggravante : la dictature a disparu grâce à une intervention étrangère. En l'absence d'une tradition démocratique qui organise l'alternance au pouvoir dans ce pays, le risque de sa décomposition apparaît au grand jour.

Les forces sectaires et qui pratiquent la politique de la « terre brûlée » sont bien enracinées. Abou Moussab al Zarkaoui, « l'émir » jordanien d'Al Qaïda en Irak, agréé par Ben Laden à l'automne 2004, a réussi à prendre en otage une large partie de la communauté sunnite, avec le consentement de ses muftis wahhabites. Il s'exprime en leurs noms pour rejeter le principe même de la démocratie et des élections. Car elles « conduisent les hommes à légiférer alors que le Prophète l'a fait pour les musulmans, il y a plus de quatorze siècles ». Aussi,

l'exercice démocratique conduira la majorité chiite à gouverner l'Irak après cinq siècles d'un règne sunnite, entamé avec l'occupation ottomane au début du XVI^e siècle, relayé par les Britanniques au début du XX^e siècle et prolongé par le règne absolu de Saddam Hussein et du Baas.

Imprégné de la doctrine wahhabite dans sa version pure du djihadisme-takfiriste¹, Zarkaoui qualifie les chiites d'« hérétiques » à convertir de force ou à éliminer. Il les perçoit comme un instrument et un prolongement de la puissance iranienne. La haine de Zarkaoui pour les chiites vient de loin : les pères fondateurs du wahhabisme avaient envahi Karbala, en 1802. Ils se déchaînèrent contre ce bastion des « hérétiques », faisant trois mille morts parmi les civils et pillant, en huit heures seulement, toutes les richesses de la cité. Avant de reprendre la route de leur fief de Dariya, au cœur du Nadjd saoudien, ils ne manquèrent pas de démonter et d'emporter les stèles et les offrandes qui décoraient la tombe du petit-fils du Prophète, l'imam Hussein Bin Ali, cher aux chiites. Le zèle purificateur de leur chef de l'époque devait lui coûter la vie. Il fut assassiné dans une mosquée

de Dariya, pendant sa prière, par un chiite dont la femme et les enfants avaient été égorgés à Karbala.

La mouvance wahhabite s'est développée dans l'Irak « laïc » au lendemain de sa défaite au Koweït, en 1991, et de l'arrivée de fonds saoudiens dans le triangle sunnite pour construire des mosquées et des écoles coraniques et pour prendre le relais du Baas humilié. À elle seule, Falloujah compte soixante-quinze mosquées, pour une ville de moins de quatre cent mille habitants. Leur construction a été majoritairement financée par les wahhabites.

Les nostalgiques du Baas ont majoritairement rejoint la campagne hystérique de Zarkaoui et des wahhabites irakiens. Ce trio mène la rébellion et se répartit les tâches. En chef d'orchestre, Zarkaoui – fort de l'apport des internationalistes du djihad et du takfir – désigne les objectifs et gère un budget mensuel de 800 000 euros, contre plus de 5 milliards de dollars pour les dépenses mensuelles de l'armée américaine en Irak. Il réceptionne et entraîne les kamikazes, assure la propagande via Internet... Il a mis les nostalgiques de Saddam à son service, lesquels disposent du ren-

* ANTOINE BASBOUS est directeur de l'Observatoire des pays arabes. Il est notamment l'auteur de L'Arabie Saoudite en guerre (Perrin, 2004).

seignement, de l'explosif en quantité, de ressources financières depuis leur base arrière syrienne et d'un savoir-faire militaire hérité de leur enrôlement dans l'ex-armée irakienne.

**ZARKAOUI PRATIQUE LE NETTOYAGE CONFES-
SIONNEL** L'attitude des dirigeants de l'islam sunnite peut être qualifiée « de complicité coupable ». D'abord, ils ont espéré tirer avantage de la pression terroriste exercée par Zarkaoui, ensuite ils n'ont plus osé le contrecarrer pour rejoindre le processus démocratique. Alors que plusieurs dirigeants politiques sunnites se sont courageusement engagés dans les élections, au risque de leur vie. Les muftis du sunnisme arabe, à de très rares exceptions, ont fermé les yeux sur les crimes de Zarkaoui contre les chiites. Les gouvernements sont restés muets, alors que la plupart des chaînes satellitaires arabes ont relayé son message haineux. Le seul qui se soit rendu compte des conséquences de cette guerre décrétée contre les chiites est Ayman Zawahiri, le bras droit de Ben Laden. Il s'est inquiété, dans un message adressé à Zarkaoui en juillet 2005, des méthodes utilisées – destruction de mosquées chiites et égorgement des otages – en redoutant qu'elles ne suscitent l'hostilité des musulmans et qu'elles ne privent Al Qaïda de ses soutiens dans le monde arabe. Cette condamnation va-t-elle enfin provoquer une réaction des muftis et des gouvernements arabes ? Toutefois, Zarkaoui a répliqué, en octobre 2005, en se référant à sa doctrine qui distingue entre « croyants et mécréants » et en justifiant la guerre totale décrétée contre les chiites par leur alliance « avec les ennemis de l'islam afin de contrôler l'Irak ».

L'offensive antichiite est très inquiétante pour l'unité de l'Irak et la paix dans la région. Zarkaoui a signé les attentats majeurs contre les chiites et leurs lieux saints, tel l'assassinat de l'ayatollah Mohamed Baqer el-Hakim, en août 2003, avec une centaine de ses fidèles, dans l'enceinte de la sainte mosquée de Nadjaf. Zarkaoui l'a fait

assassiner par un kamikaze jordanien qui n'était autre que le père de sa deuxième épouse ! Les attaques de Karbala, autre ville sainte chiite, au printemps 2004, qui avaient fait plus de deux cents morts, étaient également l'œuvre de Zarkaoui. La panique provoquée par les tirs de mortier de ses hommes, le 31 août 2005, a fait précipiter un millier de chiites dans le Tigre. Le pèlerinage, qui devait servir de démonstration de force pour un million de chiites venus commé-

territoriale entre le Sud chiite et Bagdad. Cette action est chargée de menaces pour l'avenir et pour l'unité de l'Irak. Si Zarkaoui n'est pas désavoué par les instances sunnites ou vaincu par les forces de la coalition, son offensive peut préfigurer la construction d'un « mur de Berlin » au cœur de Bagdad ou le lancement d'une bataille féroce pour le contrôle de la capitale des Abbassides. Mais tant que les forces de la coalition sont stationnées en Irak, l'aboutissement

Alors que plusieurs dirigeants politiques sunnites se sont courageusement engagés dans les élections, au risque de leur vie. Les muftis du sunnisme arabe, à de très rares exceptions, ont fermé les yeux sur les crimes de Zarkaoui contre les chiites.

morer l'imam Kazem dans son sanctuaire à Bagdad et rappeler que la capitale est surtout une ville majoritairement chiite, s'est transformé en carnage. On ne compte plus les mosquées chiites visées par les kamikazes de Zarkaoui, ni les mariages ou les enterrements qui deviennent des cibles de choix. En outre, le nombre de routiers, de policiers et de simples citoyens chiites égorgés ou froidement abattus d'une balle dans la nuque par cette mouvance, et dont les horribles scènes ont été diffusées sur Internet, se compte par milliers...

Un nettoyage religieux antichiite a été entamé en 2004 dans le « triangle de la mort », constitué au sud de Bagdad par les villes de Youssoufiah, Latifiyah et Mahmoudiyah, là où ont été enlevés les deux journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot. L'enjeu de ce nettoyage est capital dans la redoutable perspective d'une guerre civile et du contrôle de Bagdad. Il s'agit pour les hommes de Zarkaoui de rompre la continuité

du projet de Zarkaoui sera entravé, même si les futures « frontières » de l'Irak commencent à se dessiner sous la pression terroriste ou démographique. Le retrait des forces de la coalition serait en revanche le signal qui déclencherait l'apparition de nouveaux faits accomplis.

L'ORDRE PÉNIBLEMENT IMPOSÉ PAR LA HAOUZA CHEZ LES CHIITES Côté chiite, les radicaux ont été muselés dans un premier temps et n'ont pas réussi à faire main basse sur la communauté. Car, la Haouza, le « Vatican » chiite de Nadjaf, veillait sous l'autorité reconnue de l'ayatollah 'Ouzma (le plus grand) Ali Sistani. Le jeune Moqtada al-Sadr, dont l'ambition démesurée et l'impatience contrastent avec son éducation religieuse élémentaire, avait entamé une démarche de nettoyage religieux dans le sud de l'Irak en expulsant par la violence des imams sunnites et en versant leurs mosquées au culte chiite pour les transformer en Hosseiniyats. L'homme est très perméable aux

influences étrangères conjointes ou successives : Iran, Syrie, Hezbollah libanais.

Mais ses tentatives de rébellion ont été écrasées dans le sang par l'armée américaine, en 2004. Elles avaient surtout été désavouées par la Haouza de Nadjaf. Les pertes dans les rangs de sa « milice du Mahdi » se comptent par centaines. Ses hommes n'avaient bénéficié d'aucun entraînement sérieux, contrairement aux fidèles de Saddam issus des rangs de l'armée. Ces derniers avaient mis en échec une première tentative américaine de prendre Falloujah, au printemps 2004, avant de soumettre ce fief islamiste à l'automne. Mais Sadr pourrait, à tout moment, être tenté de reprendre par la force la place qu'occupait sa lignée d'ayatollahs dans le milieu socioreligieux chiite.

L'autre ligne de fracture qui pèse sur l'unité de l'Irak se situe dans la ville pétrolière de Kirkouk. En effet, la campagne d'arabisation de cette province

La Turquie se mêle solennellement de ce conflit et son Premier ministre n'hésite pas à menacer d'intervenir militairement. Aussi, Ankara dispose d'un instrument perturbateur à travers la petite communauté turcomane qui lui est, dans l'ensemble, très fidèle. L'avenir de Kirkouk représente un enjeu majeur : le gestionnaire des gisements pétroliers du Nord aura les moyens de son autonomie stratégique.

LES FRACTURES MASQUÉES PAR LES DICTATURES Après la chute du régime irakien, la fragilité du pays est apparue au grand jour. Malgré un processus formellement démocratique, l'alternance prend une couleur confessionnelle et bénéficie à la majorité numérique des chiites au détriment de la minorité sunnite. Si le souci de la nouvelle majorité était d'entraver toute autre alternance en dehors de la communauté « majoritaire », l'expérience irakienne pourrait alors s'apparenter au précédent soviétique ou

fisante, à elle seule, pour créer les conditions d'une démocratie que les Irakiens n'ont jamais connue. Les États-Unis ne disposent pas des six cent mille soldats ni d'un mandat de vingt-cinq ans indispensables pour changer l'Irak en profondeur et instaurer une démocratie transcommunautaire. En effet, il ne suffit pas de mettre en place un processus démocratique dans un pays dominé par l'appartenance clanique et religieuse : instaurer une démocratie sans démocrates équivaut à tirer un chèque sans provisions. Et pour qu'une démocratie puisse prendre racine, il faut du temps et de la patience. Il était indispensable d'introduire ce processus dans l'Irak traumatisé, mais le résultat ne sera pas immédiat.

Si tout laisse penser que l'Irak de demain sera dominé par ses chiites, plusieurs inconnues détermineront cependant l'avenir du pays.

1. Quelle distance prendront les chiites irakiens par rapport à leurs voisins iraniens dont ils partagent la foi, la sensibilité politique mais ni l'histoire ni la langue ? Mettront-ils en place un régime laïc ou celui de *Wilayat al Faghih*² à l'instar du régime de la République islamique, instauré à Téhéran depuis 1979 ? Seront-ils « revanchards » en imposant l'ordre de leur « majorité numérique », ou respecteront-ils les intérêts des minorités sunnites, kurdes, turcomanes et chrétiennes dans un État qui accepte la pluralité et l'alternance et qui tient compte des aspirations de la société civile ? Au fil des mois, une volonté de revanche se dessine chez les chiites qui cherchent à façonner le pays à leur main sans tenir compte des aspirations des sunnites. La nouvelle constitution irakienne jette les bases légales de l'éclatement du pays et de la marginalisation des sunnites en leur faisant payer le passé noir de la dictature. Téhéran avait longtemps hébergé l'opposition chiite, lors de sa traversée du désert sous Saddam. Aussi, l'Iran accroît son avantage et se sert des nouveaux dirigeants islamistes de Bagdad et de leurs milices qui investissent massivement les rouages de l'État.

L'éviction de Saddam n'est pas suffisante, à elle seule, pour créer les conditions d'une démocratie que les Irakiens n'ont jamais connue. Les États-Unis ne disposent pas des six cent mille soldats ni d'un mandat de vingt-cinq ans indispensables pour changer l'Irak en profondeur et instaurer une démocratie

pétrolière, entamée sous le règne du Baas, avait chassé de leur foyer des dizaines de milliers de Kurdes et détaché la ville du Kurdistan. Saddam voulait soustraire les richesses de Kirkouk aux Kurdes. Sa chute a poussé ces derniers à réclamer leurs maisons et leurs terres et à réintégrer la ville dans le Kurdistan. Les frictions se multiplient et peuvent conduire à une confrontation ethnique entre Arabes et Kurdes.

yougoslave : l'éclatement du pays consécutif à la chute de la dictature, en raison de la culture de l'intolérance qui s'y est répandue. Le maintien de l'unité de l'Irak exige la présence d'une poignée d'hommes d'État et non d'esprits revanchards. Et aussi une patience infinie et beaucoup d'énergie pour neutraliser les conséquences d'un lourd héritage d'intolérance. Car l'éviction de Saddam n'est pas suf-

2. Comment les tensions communautaires et ethniques seront-elles gérées à l'avenir ? Au cas où les antagonistes s'en remettraient au verdict des armes pour trancher les principales lignes de fracture – tel le contrôle de Bagdad entre sunnites et chiites et celui de Kirkouk entre Arabes et Kurdes – l'unité de l'Irak volerait en éclats. Ces deux batailles – si elles devaient intervenir – entraîneraient, à n'en pas douter, des ingérences régionales au grand jour. Les Turcs ont promis d'intervenir pour empêcher la mainmise des Kurdes sur Kirkouk. L'Iran accroîtrait ses ingérences pour soutenir les chiites. Les pays arabes officialiseraient leur solidarité avec les sunnites irakiens « menacés » et s'impliqueraient alors sans complexe dans ce combat. La solution idéale pour sauvegarder l'unité du pays passe par une dose de fédéralisme et par le respect de l'identité de chacune de ses composantes nationale ou ethnique. À condition que le pouvoir central ne soit pas dépouillé de ses principales prérogatives : la sécurité, les recettes pétro-financières et la représentation internationale.

3. L'émergence d'un pouvoir chiite à Bagdad a réveillé les revendications légitimes des chiites du Golfe. D'ores et déjà, ceux d'Arabie, dont le déploiement humain correspond à la géographie des gisements de pétrole, avaient publié un communiqué, le soir même de la chute de Saddam, revendiquant l'égalité des droits et des devoirs avec leurs concitoyens sunnites d'Arabie. L'arrivée de leurs coreligionnaires au pouvoir à Bagdad a relancé ces revendications. Ils se plaignent de n'avoir jamais eu un seul ministre au gouvernement, que la haute administration leur est interdite et qu'ils ne peuvent pas librement exercer leur foi. Il en va de même pour la majorité chiite à Bahreïn (70 % de la population), gouvernée par une minorité sunnite, suspectée de naturaliser massivement des Saoudiens pour créer un équilibre démographique. Aussi la tension se fait sentir au

Koweït, pays pourtant connu pour son libéralisme relatif.

L'aggravation des conflits entre les chiites et les sunnites en Irak provoquera, à n'en pas douter, des réactions en chaîne dans les pays limitrophes pouvant susciter des tensions, voire

L'aggravation des conflits entre les chiites et les sunnites en Irak provoquera, à n'en pas douter, des réactions en chaîne dans les pays limitrophes pouvant susciter des tensions, voire des actions violentes dans les monarchies dominées par la mouvance wahhabite.

des actions violentes dans les monarchies dominées par la mouvance wahhabite. Plusieurs États se sont ouvertement inquiétés de cette perspective lors du sommet de Charm el-Cheikh (novembre 2004) et le roi Abdallah II de Jordanie n'a pas hésité à expliciter ses craintes devant la perspective d'un « croissant chiite » qui s'étendrait de Téhéran à Beyrouth en passant par Bagdad et Damas. Le ministre saoudien des Affaires étrangères a déclaré, en septembre 2005 – à Houston et en anglais – son opposition à l'accroissement de l'influence iranienne en Irak, en critiquant violemment la « complicité » américaine. Pour casser cette dynamique de « croissant chiite », les Arabes réclament à Washington d'appliquer en Syrie la même règle qu'en Irak : que la majorité prenne le pouvoir. Or, Damas est gouverné par la dictature héréditaire et minoritaire des Assad (les Alaouites représentent 10 % de la population) depuis trente-cinq ans. Ce pouvoir issu du chiisme a toujours renforcé et instrumentalisé le Hezbollah au Liban. L'hypothèse d'un conflit chiito-sunnite, si souvent évoquée par les dirigeants arabes, entraînera un chaos indescriptible, qui pourrait mobiliser l'énergie des peuples de la région pen-

dant de longues décennies. Les frontières actuelles en seront bouleversées. L'affrontement Islam-Occident, qu'a voulu initier Oussama Ben Laden avec les attentats de septembre 2001, serait alors doublé d'un conflit entre les communautés islamiques elles-

mêmes, dans le berceau historique de l'islam. Les kamikazes du Jordanien Zarkaoui continueront à cibler les chiites qualifiés d'« hérétiques » ; et ces derniers ne manqueront pas de répliquer.

Mais l'éclatement au grand jour d'un conflit entre sunnites et chiites ne mettra pas l'Occident à l'abri de nouveaux actes terroristes. L'incursion durable des Américains dans l'espace islamique, avec ses premiers effets (l'éviction des taliban en Afghanistan et de Saddam en Irak), laisserait penser que les radicaux sunnites seraient en train de payer la facture des attaques menées par la mouvance wahhabite, le 11 septembre 2001.

LA PERSPECTIVE D'UNE ALLIANCE AMÉRICANO-CHIITE CONTRARIÉE PAR LA MOLLARCHIE IRANIENNE Jusqu'à l'élection du président Ahmadinejad en Iran (juin 2005), les chiites se sont retrouvés dans une posture qui leur permettait de profiter de la nouvelle donne sans forcément créer avec Washington une alliance de substitution à celle qui avait prévalu avec les wahhabites entre 1945 et le 11 septembre 2001. Pourtant entre Washington et l'Iran des mollahs, le courant ne passe toujours pas, faute de confiance

mutuelle. Washington ne parvient pas à oublier la détention de ses diplomates pendant quatre cent quarante-quatre jours en 1979. Il condamne le rôle déstabilisateur joué par Téhéran dans le conflit israélo-palestinien et son « soutien au terrorisme international ». Surtout, Washington s'op-

contre les États-Unis à travers ses réseaux, notamment en Irak et au Liban.

Pourtant les États-Unis et l'Iran ont connu, depuis 2001, des convergences stratégiques en Afghanistan et en Irak. La chute des taliban et celle de Saddam ont éliminé deux ennemis

wich » entre plusieurs puissances situées à leur périphérie et qui s'ingèrent dans leurs affaires. L'Iran, la Turquie ou Israël, aux côtés de l'hyperpuissance américaine, sont plus que jamais des acteurs majeurs sur l'échiquier du Moyen-Orient.

Malgré ses sérieuses difficultés en Irak, aux conséquences ravageuses sur le Moyen-Orient, et l'extrême retard dans la formation des forces de l'ordre irakiennes – en octobre 2005 une seule brigade était réellement opérationnelle sur les cent quinze constituées – Washington garde quelques atouts majeurs en main. Il est appelé à continuer à jouer le rôle de « protecteur » des monarchies arabes du Golfe face au « péril » d'un Iran hégémonique et nucléarisé ; il pourra soit favoriser soit repousser l'éclatement de l'Arabie et l'émergence d'une province « chiito-pétrolière » dans El-Hassa ; il pourra aussi faire tomber les régimes libanais et syrien, dans le sillage de l'enquête internationale sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, ou accepter une « capitulation » syrienne à la Kadhafi...

Faute d'avoir réussi dans le rôle de l'artisan majeur de la démocratisation de l'Irak, Washington restera l'incorruptible arbitre des conflits en cours dans la région. Toutefois, les convulsions et l'instabilité risquent de marquer le quotidien du Moyen-Orient dans les quinze années à venir. ■

En revanche, les États-Unis peuvent compter sur la société civile iranienne qui leur est largement acquise. Ce phénomène est inversé dans les pays arabes : les États sont majoritairement proches de Washington, alors que leurs opinions publiques y sont largement hostiles.

pose à l'intrusion de l'Iran dans le club des puissances nucléaires. Et ce dernier, dont l'ego et la fierté nationale sont immenses, ne veut pas se priver d'un avantage stratégique par lequel il imposerait sa suprématie à ses voisins du Golfe et jouerait dans la cour des grands. Le guide de la Révolution iranienne avait entamé un virage stratégique dès la chute de Kaboul et surtout de Bagdad : il a décidé d'éliminer les réformateurs, lors des élections législatives de 2004, de peur qu'ils ne deviennent des alliés de Washington dans leur profond désir de changement ; puis propulsé l'ultra-radical Ahmadinejad à la tête de l'État, un an plus tard. C'est une posture de confrontation.

À l'heure actuelle, rien ne permet d'exclure un conflit entre Washington et Téhéran au sujet du dossier nucléaire. Si l'armée américaine ne dispose plus de fantassins en nombre suffisant pour attaquer l'Iran, en revanche elle est toujours capable de neutraliser ses sites nucléaires, de façon à les mettre hors d'usage et à retarder l'acquisition de la bombe. Toutefois, Téhéran dispose d'importants moyens de rétorsion

majeurs de l'Iran, sans que cela ne lui coûte la vie d'un seul soldat. La victoire des chiites en Irak aurait dû rapprocher l'Iran de l'artisan américain de ce bouleversement. Il n'en a rien été. Car le régime des mollahs redoute qu'un succès américain en Irak le balaye du pouvoir sans avoir même besoin d'une intervention extérieure. Il privilégie son maintien aux affaires tout en empochant les « cadeaux » involontaires de Washington.

En revanche, les États-Unis peuvent compter sur la société civile iranienne qui leur est largement acquise. Ce phénomène est inversé dans les pays arabes : les États sont majoritairement proches de Washington, alors que leurs opinions publiques y sont largement hostiles.

Tout laisse penser que l'après-11 septembre 2001 a fait apparaître au grand jour les fractures béantes qui caractérisent le monde arabe. Le rapport des forces dans la région est en train d'être bouleversé au détriment des Arabes, dont les sociétés souffrent d'un manque flagrant de liberté, de modernité et d'émancipation. Leurs États se retrouvent « pris en sand-

1. Le *takfir* est le fait qu'un musulman décrète qu'un autre musulman est un *kafer*, un apostat, ce qui équivaut à une condamnation à mort automatique.

2. La confusion des pouvoirs religieux et séculaire en les confiant à un religieux qui joue le rôle d'un vicaire de Dieu sur terre.